



MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Jean-Yves Le Drian,

Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères

Colloque du Haut conseil à l'égalité

**« Pour une Europe féministe : Quels enjeux à l'heure de
la Présidence française de l'Union européenne ? »**

A Paris, le mercredi 2 mars 2022

Seul le prononcé fait foi

Madame la Ministre, chère **Elizabeth Moreno**,

Madame la Présidente du Haut conseil à l'égalité, chère **Sylvie Pierre-Brossolette**,

Mesdames et Messieurs,

Avant toute chose, je veux saluer la bravoure et la détermination des femmes d'Ukraine qui résistent. Je veux, avec vous, avoir une pensée pour celles qui vivent aujourd'hui dans la **peur**, au milieu des bombardements. Et je veux dire à celles que la guerre de Poutine a jetées sur les routes de **l'exode** que la France et l'Europe ne les abandonneront pas. Nous serons à leurs côtés, prêts à les aider, attentifs à leurs besoins spécifiques.

Nous savons que, **dans toutes les guerres, des menaces particulières pèsent sur la vie, sur l'intégrité physique et sur les droits des femmes et des filles.** Comme nous savons – *parce que l'histoire nous l'apprend, parce que notre présent nous le confirme* – que **les dérives autoritaires n'épargnent jamais le corps des femmes et les libertés des femmes.** Je veux donc également dire **notre soutien aux militantes** qui, en Russie et ailleurs dans le monde, se battent, elles aussi, avec beaucoup de courage.

Les droits des femmes et des filles sont l'un des piliers du modèle d'égalité et de liberté qui est le cœur même du projet européen. Notre Europe est donc fondamentalement et résolument féministe.

Mais, attention !

- Dire cela, ce n'est pas dire que nous sommes arrivés au bout du chemin.
- Au contraire : c'est rappeler **une exigence européenne.**

Cette exigence, elle vaut d'abord au sein même de notre Union.

Une exigence pour notre Union, d'abord, parce que beaucoup reste à accomplir – et nous en sommes conscients – pour faire de l'égalité entre les femmes et les hommes une réalité dans tous les domaines de la vie européenne.

C'est l'une des priorités de l'actuelle présidence française du Conseil de l'Union européenne, à la faveur de laquelle **nous nous employons à faire avancer les discussions et le travail législatif sur un certain nombre de questions essentielles.**

- En particulier la question de la **transparence salariale**, pour mettre un terme aux écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, que rien ne saurait justifier.
- Et la question de **la présence des femmes dans les conseils d'administration** des grandes entreprises européennes.

Une exigence pour notre Union, ensuite, parce que les droits des femmes ne sont jamais acquis.

Je pense, en particulier, au **droit à l'avortement** qui fait aujourd'hui l'objet de remises en cause inadmissibles partout dans le monde et jusqu'en Europe. C'est pourquoi nous voulons l'ancrer dans la *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*. Car, oui, **c'est de toute évidence un droit fondamental pour les femmes !** Et il est temps que notre Europe le reconnaisse explicitement.

L'exigence féministe vaut aussi pour la *géopolitique européenne* que nous devons porter dans le monde d'aujourd'hui afin de tracer, avec nos partenaires des Etats et des sociétés civiles de tous les continents, *un nouvel humanisme concret*, en prise avec les défis du XXI^e siècle.

- A la fois parce que **l'égalité de genre est un défi à part entière.**
- Et parce qu'elle est, aussi, **un formidable levier pour répondre à beaucoup d'autres défis** : le défi de l'éducation, le défi démographique, le défi de l'emploi ou encore les défis de la santé mondiale.

Pour cette double raison, au XXI^e siècle, ***l'humanisme est nécessairement un féminisme !***

Voilà pourquoi l'Europe doit tracer la voie d'une diplomatie féministe.

Tracer la voie d'une diplomatie féministe, c'est tracer **une voie de progrès** dans un monde menacé par de terribles régressions. Je le dis avec une pensée particulière pour **les femmes et les filles d'Afghanistan**, dont nous continuerons à défendre les droits face au nouveau pouvoir taliban, en mobilisant tous nos leviers et en usant de tous nos moyens de pression.

C'est **tracer une voie de stabilité**, en apportant des réponses en profondeur aux fragilités qui minent les sociétés du Sud.

Et c'est – tout simplement – prendre au mot **l'universalité des droits humains**, qui est aujourd'hui au centre des **nouvelles batailles de l'influence et des valeurs**.

Cette voie, la France, comme plusieurs de ses partenaires européens – chère Ann Linde, Madame la Ministre – a commencé à la tracer depuis 2017. Avec le soutien du *Haut Conseil à l'égalité*, qui nous a apporté des recommandations précieuses.

Sur tous les continents, nous soutenons les militantes qui défendent les droits des femmes et des filles, notamment à travers un *Fonds de soutien aux organisations féministes* doté de 120 millions d'euros.

En 2019, alors que la France présidait le G7, nous avons lancé avec nos partenaires deux grandes initiatives féministes.

- **L'initiative AFAWA**, pour soutenir les femmes entrepreneures en Afrique.
- Et le ***Fonds mondial pour les survivantes de violences sexuelles liées aux conflits***, porté par les deux prix Nobel de la paix 2018 : le Dr Mukwege et Nadia Murad.

Cet été, sous l'égide d'ONU-Femmes et avec le Mexique, nous avons organisé – chère Delphine O – le *Forum Génération égalité* de Paris.

- C'était le premier rendez-vous du **nouveau multilatéralisme féministe** dont notre XXI^e siècle a besoin.
- Il a permis de mobiliser **40 milliards d'euros** pour financer des projets concrets au cours des cinq prochaines années.

- A cette occasion, la France s'est engagée à **consacrer une enveloppe de 400 M€ à la question de la santé des femmes et de l'accès aux droits et santé sexuels et reproductifs.**

La diplomatie féministe de la France, c'est aussi notre politique de développement solidaire, à laquelle nous avons donné un nouvel élan.

- D'ici 2025, 75% de notre APD intégrera les enjeux de genre.
- 20% y sera directement consacré.

Autre combat emblématique pour notre diplomatie féministe: le combat pour l'universalisation de la *Convention d'Istanbul*, qui est l'instrument international juridiquement contraignant le plus abouti en matière de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes et la violence domestique – un fléau qui s'est malheureusement aggravé durant la crise pandémique. Il s'agit d'un **texte fondamental**, que nous incitons tous nos partenaires à signer et ratifier, qu'ils appartiennent ou non au *Conseil de l'Europe*.

Et, bien sûr, notre diplomatie féministe suppose, au sein même de notre Ministère, un effort vers l'égalité professionnelle.

- Qu'il s'agisse de **lutter contre toutes les formes de harcèlement et de discrimination sexistes ou sexuels.**
- Ou de **renforcer la parité** dans les nominations aux postes à responsabilité.
 - A ce propos, je suis fier de pouvoir dire qu'au 1^{er} janvier 2022, **50% de nos chefs de poste dans l'Union européenne sont des ambassadrices.**
 - Et de rappeler que nous visons **40% de femmes ambassadrices et consules générales** à l'échelle mondiale pour 2025.

Je suis personnellement engagé sur ces questions très importantes depuis 2017.

Cette voie de diplomatie féministe, nous devons désormais l'approfondir ensemble, entre Européens.

J'y insiste : c'est, à mes yeux, **un enjeu majeur de la géopolitique européenne que nous devons nous employer à bâtir collectivement** – à 27 et en étant toujours à l'écoute des féministes européennes et des autres continents.

Je suis convaincu que les discussions que vous avez eues cette après-midi, et dont mes collaborateurs vont me rendre compte, ont contribué très utilement à cette réflexion absolument indispensable !

- Je remercie donc le *Haut conseil à l'égalité* – chère Sylvie Pierre-Brossolette – d'avoir pris l'initiative de cette rencontre.
- Et je vous remercie toutes et tous d'y avoir participé !